

Marjorie Durupt - Mercredi 12 décembre 2024 à 18:57 | mis à jour aujourd'hui à 19:03 - Temps de lecture : 2 min

Meurthe-et-Moselle Service public : les syndicats s'unissent pour dénoncer les fermetures et suppressions de postes

L'intersyndicale CGT, SUD Solidaires 54 et FSU a tenu une conférence presse devant la cité administrative de Nancy, ce jeudi à midi. En colère, les syndicats dénoncent « la dégradation du service public » au fil des années.



L'intersyndicale CGT, SUD Solidaires 54 et FSU a organisé une conférence presse devant la cité administrative de Nancy, ce jeudi 12 décembre à midi. Photo Marjorie Durupt

« Le service public ne fait que se dégrader, et même si le gouvernement a été censuré la semaine dernière, nous savons très bien que les projets de réformes mis de côté ressortiront bientôt. Nous voulons continuer à exprimer notre opposition », déclare Franck Stocker, secrétaire de la CGT Finances publiques 54, ce jeudi midi à Nancy.

Il ajoute : « Nous sommes devant la nouvelle cité administrative de Nancy, dont l'accueil flamboyant sera sûrement bientôt présenté à la presse. Certes, il est moderne et attrayant, mais les usagers attendent avant tout un service accessible. Or, cette "vitrine" de l'administration n'est ouverte que quatre matinées par semaine. Ce n'est clairement pas suffisant ! »

L'intersyndicale CGT, SUD Solidaires 54 et FSU organisait une conférence de presse pour dénoncer « la dégradation du service public » au fil des années.

550 postes supprimés dans les finances publiques en 2025

« Prenons l'exemple du [centre des finances publiques de Toul](#). Il illustre parfaitement cette dégradation pour les citoyens et les collectivités. Il y a quelques années, plus de 50 agents y travaillaient. Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une quinzaine. Le service des impôts des particuliers (SIP) a fermé, tout comme celui de Pont-à-Mousson. En dehors des périodes d'activité intense, comme la campagne de l'impôt sur le revenu, le centre n'est plus accessible au public que deux heures par semaine. La suppression des postes ne s'arrêtera pas là : au niveau national, 550 emplois seront encore supprimés d'ici 2025 dans les finances publiques, soit l'équivalent des effectifs d'un département comme celui des Vosges », poursuit Franck Stocker.

« L'IA s'installe progressivement dans l'Éducation nationale »

Les suppressions d'emplois et les faibles rémunérations sont également dénoncées dans le secteur éducatif. « Le budget 2025 prévoyait la suppression de 4 000 postes d'enseignants. C'est énorme et scandaleux. Pour combler le manque, on recourt de plus en plus à l'intelligence artificielle pour corriger les devoirs. L'IA s'installe progressivement dans l'Éducation nationale », affirme François Wey, secrétaire départemental du syndicat FSU.

La menace de prochaines mobilisations

Les syndicats annoncent déjà de prochaines mobilisations dans les semaines à venir, sauf si « un gouvernement progressiste arrive bientôt avec de réelles avancées sociales », conclut un syndicaliste.